

Recherche et Enseignement Supérieur

COMMUNIQUE DE PRESSE du 20 avril 2005

“100 Campus en colère” et manifestons le 20 mai 2005

Depuis la parution du projet de LOPRI en janvier 2005, le gouvernement n'a fait aucune proposition nouvelle concernant la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche. Les 4 réunions qui ont eu lieu au Ministère de la Recherche n'ont permis que d'entendre François D'AUBERT qualifier le projet de LOPRI de brouillon de brouillon. Seul élément nouveau, grâce aux mobilisations du 4 février et du 9 mars, le Gouvernement a annoncé la création de 3000 emplois statutaires supplémentaires en 2006.

Des réunions de travail informelles, en l'absence des syndicats, ont déjà eu lieu chez François FILLON sur l'évaluation et les PRES, sans transparence ni compte rendu officiel. D'autres réunions informelles sur l'évaluation, les PRES, la contractualisation, la modulation de l'activité des enseignants-chercheurs, les instituts Carnot, le HCS sont programmées.

On ne peut pas préparer un projet de loi en limitant les consultations à des personnalités ou à des lobbys comme la CPU (Conférence des Présidents d'Université) et la CDEFI (Conférence des Etablissements et Ecoles de Formations des Ingénieurs). Il faut des négociations avec les organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur qui sont les représentantes légitimes des personnels.

Le 10 mars 2005, le Gouvernement a compris qu'il ne pouvait pas définir la politique salariale dans la Fonction Publique sans négocier avec les syndicats.

Le Gouvernement doit comprendre qu'il ne peut pas préparer une loi qui va engager l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur publics en ignorant les personnels et leurs organisations syndicales.

Les organisations syndicales soussignées rappellent avec solennité au Premier Ministre l'exigence de négociations directes avec le Gouvernement. Elles ont par ailleurs demandé à être reçues par les Ministres de la Recherche et de l'Éducation Nationale et le Directeur de l'Enseignement Supérieur.

**Dans ces conditions, les organisations syndicales mettront tout en œuvre
pour réussir l'initiative des
“ 100 Campus en colère ”
et manifestation le 20 mai 2005
pour la défense de la recherche et de l'enseignement supérieur.**

SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, FERCSup-CGT, CGT-CIRAD, CGT-INRA, A&I-UNSA, SNPTES-UNSA, SUP-Recherche-UNSA, SGEN-CFDT-INSERM, SGEN-CFDT-CNRS, STREM-SGEN-CFDT, CFDT-CEA, CFDT-INRA, SUD-Recherche-EPST, UNEF, CFTC-INRA,